

AES – 18 janvier 2024

Marguerite Peeters

La révolution sociale-libertaire occidentale : défi pour la transmission de la vie

Présentation par Marie-Joëlle Guillaume

Notre Académie a beaucoup de chance de recevoir ce soir, pour alimenter son travail d'année sur la Transmission de la vie et les obstacles qui se dressent devant elle, une spécialiste des questions de gouvernance mondiale de la qualité et de l'indépendance d'esprit de Marguerite Peeters. Marguerite, vous allez nous ouvrir des horizons précis, circonstanciés, certes inquiétants mais nécessaires à connaître, pour comprendre à quoi nous sommes confrontés et comment, en conséquence, nous pouvons réagir.

Quelques mots de votre biographie et de vos travaux avant de vous laisser la parole. Née à New-York en 1963, vous avez la double nationalité américaine et belge. Vous avez été d'abord titulaire d'un master d'histoire de l'Art à la Sorbonne en 1987 et d'un diplôme de 3^e cycle en journalisme (*summa cum laude*) à l'Institut Robert Schuman de Bruxelles en 1990, tandis que dès 1983 vous poursuiviez des études de philosophie et théologie à Rome, à l'université *Angelicum* puis à la Grégorienne. Dans la décennie 90, vous êtes journaliste, envoyée en Ukraine, à Lviv entre 1991 et 1993. Le contexte est celui de la fin de l'URSS et vous vivez alors une expérience très forte. Parallèlement, vous aviez rencontré Irina Alberti, directrice en France de la *Pensée russe* et participé avec elle à des émissions de radio.

Mais le tournant essentiel de votre vie intellectuelle et professionnelle se situe en 1994, quand vous êtes envoyée au Congrès de la Famille organisé cette année-là à Varsovie. Vous y rencontrez Christine Vollmer, Vénézuélienne proche du pape Jean-Paul II et qui est l'un des premiers membres de l'Académie pontificale pour la Vie qu'il crée cette année-là. Elle vous ouvre les yeux sur ce qui est en train de se jouer au niveau mondial : une révolution de la sexualité, à partir de la révolution occidentale dans ce domaine.

Je n'en dirai pas plus, je ne veux pas déflorer la généalogie de la déconstruction que vous allez mettre en évidence. Je dirai simplement que durant dix ans, grâce à des financements indépendants, vous menez une enquête approfondie, d'une conférence mondiale à l'autre, sur l'évolution et le sens des initiatives onusiennes. Autour de l'an 2000, vous êtes en mesure de présenter une première synthèse sous le titre *La démocratie prise en otage*. Après 2002 et la conférence de Johannesburg, vous constatez que

l'essentiel est joué, et vous avez désormais à cœur de *faire savoir*. Votre rencontre en 2002 avec le cardinal Sarah, qui vous invite à vous adresser à l'assemblée plénière des évêques d'Afrique au Mali en 2003, a pour conséquence que durant une bonne quinzaine d'années vous êtes invitée en Afrique, dans différents cadres ecclésiaux et universitaires, pour expliquer les tenants et aboutissants de la révolution sexuelle mondiale. Parmi la bonne centaine d'interventions académiques recensées dans votre CV pour ces années-là, les divers pays d'Afrique tiennent en effet une place importante, même s'il y a aussi, en bonne position, l'Europe de l'Est, le Liban... et Rome, bien sûr. (Je n'ai pas beaucoup vu la France, en revanche...). Dès 2003, les évêques d'Afrique vous avaient demandé d'écrire un ouvrage à destination de leurs séminaires. Il prend la forme d'un livre publié par l'Institut pour une Dynamique de Dialogue Interculturel établi à Bruxelles, et distribué en 2008 avec l'aide de l'AED dans de nombreux pays, sous le titre : *The globalization of the Western cultural revolution : key concepts, operational mechanisms* [La mondialisation de la révolution culturelle occidentale, concepts clés et mécanismes opérationnels].

Parallèlement, en 2007, le même Institut belge publie votre plaquette intitulée *La nouvelle éthique mondiale, un défi pour l'Eglise*, qui sera distribuée dans une trentaine de pays, notamment africains. Vos missions éducatives se sont appuyées sur cette étude, traduite en 11 langues.

Je n'indique ici que les titres les plus marquants de vos livres et études, dont plusieurs autres ont paru ensuite dans la décennie 2010. C'est aussi cette deuxième décennie du XXI^e siècle qui vous donne une sorte de consécration romaine, puisque vous êtes, de 2014 à 2018, consulteur au Conseil pontifical pour les laïcs, puis au Dicastère pour les laïcs, la famille et la vie créé en 2016 par le pape François par la fusion du Conseil pontifical pour les laïcs avec le Conseil pontifical pour la famille. Et vous êtes d'autre part consulteur au Conseil pontifical pour la culture de 2011 à 2023.

Il ne manquait plus que la caution universitaire de haut niveau à vos travaux approfondis et reconnus sous bien des latitudes. Ce fut fait en 2022, avec la soutenance de votre thèse de doctorat de Sciences politiques et d'Administration publique à l'université Cardinal Stefan Wyszyński de Varsovie, sous le titre *The emergence of global Governance as a Political Revolution. New Political Paradigms and the Shift to Postmodern Politics* [Emergence de la gouvernance mondiale en tant que révolution politique, nouveau paradigme politique, et le passage à la politique post-moderne] (1945-1996). Ce travail académique, à la date où il se situe dans votre parcours, a toute la densité d'un retour d'expériences aux côtés de l'analyse intellectuelle rigoureuse. C'est précieux, et nous formons des vœux pour qu'une version grand public - en français ! – de votre thèse soit publiée chez nous.

Avant de nous parler des évolutions onusiennes, vous avez prévu d'exposer en profondeur la généalogie des idées qui, du XVIII^e siècle à nos jours, nous ont menés où nous en sommes ; vous y attachez du prix, et cet éclairage est indispensable. Vous traiterez dans un deuxième temps de la révolution sociale-libertaire dans la gouvernance mondiale. Elle est mal connue, votre expertise sera précieuse pour nous.

COMMUNICATION¹

C'est une grande joie de m'exprimer devant votre Académie. Deux générations se sont écoulées depuis mai 68 dont nous célébrions récemment le cinquantenaire. Ce fut l'occasion de se remémorer le programme de la « libération sexuelle » et ses conséquences sur notre civilisation. Les slogans - « Jouir sans entrave », « faites l'amour, pas la guerre », « il est interdit d'interdire », et ainsi de suite - et les thèmes de la révolution sexuelle - l'amour libre, la dissociation de la sexualité du mariage, de la famille et de la procréation - ont été rabâchés *ad nauseam* dans les médias, les milieux éducatifs et intellectuels, nos salons... Mon intention dans cet exposé n'est pas de reproduire un discours déjà bien connu de tous, discours qui nous essouffle d'ailleurs et nous enferme dans une certaine négativité.

La profondeur de la crise anthropologique actuelle nous invite à jeter nos filets en profondeur aussi. Le paysage dévasté de nos sociétés, la crise abyssale de la famille, du mariage et donc de la natalité découlent largement du rejet progressif de la *personne* de la vie sociale occidentale, européenne en particulier, depuis des siècles. Non pas uniquement de la personne telle que la concevait Boèce, « substance individuelle de nature rationnelle », mais de la personne en tant qu'être en relation, de la personne incarnée, de la personne faite par et pour l'amour et la communion interpersonnelle et transcendant, pour autant, l'Etat. Dans *Mulieris Dignitatem*, saint Jean-Paul II nous rappelait avec force que l'amour « est une exigence ontologique et éthique de la personne. La personne doit être aimée, parce que seul l'amour correspond à ce qu'est la personne » (MD §29). Il ajoutait : « Seule la personne peut aimer, et seule la personne peut être aimée ».

Depuis leur fondement, certes avec des nuances à établir selon les pays et les époques, les démocraties libérales ont eu tendance à mettre à l'écart l'amour et la personne, centre et fondement de toute société humaine. Les baby-boomers qui ont fait Mai 68 étaient eux-mêmes héritiers de cette faille, au destin tragique, de la démocratie moderne. Au nom même de la liberté, de l'égalité et des droits, les démocraties libérales se sont successivement attaquées au père, à la mère, à l'époux, à notre identité filiale. Ces valeurs démocratiques, que l'Eglise elle-même reconnaît comme universelles, ont, dès le départ, plus en France d'ailleurs qu'aux Etats-Unis, prêté le flanc à des interprétations idéologiques.

Telle étant ma thèse ou mon angle d'approche, je serai néanmoins fidèle à la tâche qui m'a été assignée aujourd'hui. Sans prétention d'exhaustivité, je parcourrai les grandes étapes de la révolution culturelle d'Occident, du XVIII^e siècle jusqu'à l'avènement de la gouvernance mondiale après la chute du mur de Berlin. L'objectif de ce parcours sera pratique : ouvrir une brèche pour inspirer un nouveau départ. Je me concentrerai davantage sur les idées dominantes ayant exercé leur influence sur le

¹ Le texte de cette communication reprend de nombreux éléments de publications antérieures de l'auteur, notamment de *Le gender, une norme mondiale ? Outil de discernement*, Mame, 2013 ; et de *La mondialisation de la révolution culturelle occidentale*, Dialogue Dynamics, 2011.

changement social, et sur la minorité d'auteurs les ayant produites, que sur ce changement sociologique lui-même.

Les grandes étapes de la révolution culturelle

Comme toute révolution, la révolution sociale libertaire s'est déroulée en trois temps : un long temps de *maturation*, qui comporte une phase séminale et une phase gestationnelle ; un *éclatement*, de courte durée ; et un temps de *mise en application*. Je distinguerai, au sein de la révolution sociale libertaire, la révolution sexuelle de la révolution du genre, la seconde étant le prolongement conceptuel et programmatique de la première. Il va sans dire que ni l'une, contraceptive et abortive, ni l'autre, se fondant sur les acquis de la première et célébrant, de plus, la diversité des identités sexuelles et de genre, n'ont favorisé la transmission de la vie.

Une fraction importante de nos sociétés et de nos gouvernants en Occident s'est aujourd'hui engagée dans un programme de transformation complète de l'éducation, de la culture, des politiques et des lois en faveur de la perspective du « genre ». Selon cette perspective, paternité et maternité, le mariage entre un homme et une femme, la famille fondée sur un tel mariage seraient des *constructions sociales*, contraires à la liberté, à l'égalité et aux droits du citoyen, et *discriminatoires* pour les femmes et les LGBT+. Comment en sommes-nous venus, précisément dans l'Occident judéo-chrétien, à nier purement et simplement ces réalités humaines universelles, reconnues de tout temps comme vraies et bonnes ?

Aux origines de cette rupture civilisationnelle

Je vous propose de remonter à la source de la conception moderne de la citoyenneté. Les philosophes qui ont inspiré la Révolution française, les pères fondateurs de l'Amérique étaient déistes. Dans leur livre au titre éloquent, *Tout est accompli*, Yannick Haenel, François Meyronnis et Valentin Retz ont souligné le caractère laïciste de l'anthropologie qui a sous-tendu « l'avènement de l'*homo democraticus* » en France. A travers la Révolution française, disent-ils, « on assiste au triomphe d'une eschatologie laïque, l'*Homme* se sauvant dans et par l'histoire qu'il fait » (p. 126). « Les Temps modernes, poursuivent-ils, avaient comme projet d'établir l'*Homme* à la place de Dieu, de le diviniser en le mettant au principe et à la fin de toute vie historique » (p. 170).

Prolongeons leur constat. Suffit-il, en effet, de parler de Dieu ? Dieu n'est-Il pas Père, Fils et Saint Esprit ? Au moment même où naissent les démocraties modernes occidentales, c'est le *Père* que le déisme assassine en Dieu. Le déisme a eu des conséquences politiques dont nous n'avons pas suffisamment pris la mesure. L'Être Suprême de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, le grand architecte instauré à la place de Dieu-Père, se désintéresse totalement du sort de ses créatures. Le citoyen démocratique moderne issu de la Révolution est donc un orphelin. Si Dieu n'est pas Père, ce citoyen ne saurait être un engendré. S'il n'est pas fils, il ne *reçoit* pas son identité. Il doit se la *construire* par lui-même, de manière autonome. Ne pouvant compter sur la providence d'un Père, il n'a que sa seule raison et son libre arbitre pour se gouverner. Une personne n'est pas construite : elle est engendrée.

Il est dans sa nature d'être différenciée : en homme ou femme, père ou mère, époux ou épouse, fils ou fille, frère ou sœur. Le pur individu en revanche est incapable d'amour. Il est *indifférencié*, déjà pourrait-on dire, au risque d'être anachronique, a-sexué, a-genré. La seule chose qu'il ait été dès le départ, c'est un *frère*. Et c'est déjà beaucoup, car la fraternité contient un certain amour. Mais un frère sans père, un frère qui n'est pas d'abord fils, n'est-il pas une insoutenable abstraction ? Des frères qui ne reconnaissent pas ensemble l'ordre du père ne risquent-ils pas de rapidement produire des lois iniques, comme nous en avons fait les frais ? Reconnaissons que l'interprétation individualiste de la citoyenneté héritée de la Révolution française a laissé peu de place à l'amour.

Ce divorce a une origine théologique. Cherchons dans le déisme l'une des racines de l'individualisme occidental, une semence de la révolution sociale libertaire. L'Europe et l'Occident en général ont mené ces derniers siècles un grand combat de civilisation dont Pierre Manent a souligné la vraie nature : « La dynamique de l'histoire européenne s'est déployée dans une confrontation incessante entre d'un côté [...] l'affirmation de la volonté et de la liberté humaines, et de l'autre [...] le choix, suspendu, à l'aide d'en-haut, d'une vie d'obéissance filiale au Père commun² ». Beaucoup de citoyens-personnes ont fait ce choix filial, qui a connu sa propre fécondité au sein de notre société depuis le XVIII^e siècle.

Lors d'un voyage au Bénin, j'ai visité les palais royaux d'Abomey, la capitale historique du royaume de Dahomey. Le 8^{ème} roi de la dynastie, qui s'appelait Agonglo, commença son règne en 1789, année de la Révolution française. Agonglo voulait avoir beaucoup d'enfants. Il consulta la prêtresse vaudou, qui prononça un oracle selon lequel - oui, il aurait beaucoup d'enfants, mais à condition qu'il n'appelle plus jamais aucun de ses citoyens roturiers ou esclaves. Et il en fut ainsi. Le roi Agonglo eut beaucoup d'enfants, et il fit cette déclaration fantastique : « Désormais, il ne manquera jamais plus d'enfants sur les genoux de mère nature. Tous seront appelés *fils* » (autrement dit, tous les citoyens du royaume seront appelés fils du roi). L'on sait aussi que contre la volonté de sa cour, le roi avait voulu être baptisé. En 1797, 4 ans après l'exécution de Louis XVI, le roi Agonglo fut assassiné par la reine prêtresse. On peut dire de ce roi, martyr chrétien, qu'il est père de la politique africaine. En Afrique en effet, le citoyen des communautés traditionnelles a été jusqu'à ce jour, aussi et fondamentalement, fils et fille, père et mère, frère et soeur. Réapprenons de l'Afrique cette réalité fondamentale.

L'anthropologie laïciste

En France, les leaders déistes de la Révolution ont résolu le problème conflictuel des « privilèges » en proclamant l'égalité, la liberté et les droits de tous les citoyens-individus. Or l'anthropologie laïque a eu tendance, dès le XVIII^{ème} siècle, à considérer la *paternité* comme un obstacle à l'égalité et la liberté individuelles. Paternité et citoyenneté se sont dialectiquement opposées. Jean-Jacques Rousseau a laissé entendre que la paternité était un privilège social contraire à l'égalité, valeur prééminente de son contrat social. Voir la paternité comme un privilège social implique que nous fassions une caricature de la

² P. MANENT, *Pascal et la Proposition Chrétienne*, Grasset, Paris, 2022, p.7

paternité. L'anthropologie laïciste l'a dépeinte exclusivement sous l'angle de l'autorité, du pouvoir et des possessions, éclipsant l'amour du père qui engendre. L'objectif de la Révolution étant l'abolition des privilèges, l'égalité s'est construite pour ainsi dire sur le cadavre du père. En 1841, Honoré de Balzac a reconnu que la Révolution française avait « coupé la tête à tous les pères de famille. Il n'y a plus de familles aujourd'hui, il n'y a plus que des individus, » déclare-t-il dans *Mémoire de Deux Jeunes Mariées*. Remarquons que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, à l'inverse de la Déclaration universelle de 1948, ne mentionne pas la famille³.

Karl Marx a vu juste en considérant le déisme comme « rien de plus qu'une manière commode et aisée de se débarrasser de la religion »⁴. L'histoire nous enseigne que le déisme a déclenché un processus qui a conduit la civilisation occidentale du nihilisme nietzschéen à l'athéisme pratique et avec lui, l'avènement d'un homme nouveau. La semence de la révolution libertaire a germé dans le terreau favorable d'une sécularisation occidentale croissante. Marx et Nietzsche ont tous deux exercé une influence prédominante dans les révolutions féministe et sexuelle, suivies de la révolution du genre. La logique sous-tendant ces révolutions s'apparente à la lutte des classes marxiste, de laquelle on est passé à la lutte des sexes puis à celle des genres, et ce, au nom de l'égalité citoyenne. L'égalitarisme néo-marxiste, prolongeant la logique de la Révolution française, a combattu les « privilèges sociaux » masculins puis ceux des dénommés « hétéros ». Par ailleurs l'idée nietzschéenne du salut par le pouvoir et celle du surhomme -un homme prétendument plus puissant que l'homme - dynamisent la perspective du genre et le transhumanisme qui lui fait suite⁵.

Le surhomme, cependant, s'est révélé un mythe. C'est en effet la mort de l'homme qui a suivi la proclamation de la mort de Dieu. Les attaques contre le père, nous l'avons vu, sont venues en premier. Freud a donné au père le coup de grâce en refondant l'anthropologie sur la *libido* comme motivation première de l'agir humain. Il a identifié le père au répresseur de nos pulsions sexuelles et de notre liberté individuelle. Le père nous empêcherait de donner libre cours à notre vitalité sexuelle. Il serait répressif, et avec lui toute instance normative - la civilisation, ses institutions et ses lois, le système éducatif, les diverses formes d'autorité, le gouvernement, la morale, notre surmoi, et surtout la conscience, la religion, Dieu. Ainsi, pour le pessimiste qu'était Freud, « le bonheur n'est pas une valeur culturelle ».

La révolution sexuelle et la sexualisation de la société

Du principe de *libido* freudien à la sexualisation totale de l'être humain et de la culture, il n'y avait qu'un pas. Freud a posé les fondements de la révolution sexuelle. Le freudisme commence à irriguer la France dans l'entre-deux-guerres. La culture occidentale a déduit de la psychanalyse que notre « libération » passerait par le meurtre du père - thème dominant de mai 68. Après avoir assassiné le père

³ De même, la Constitution américaine et la charte des droits ne mentionnent pas la famille. La *personne*, en revanche, est davantage mentionnée dans le document américain que dans la Déclaration française.

⁴ K. Marx and F. Engels. *Soch*, 2nd Ed., vol. 2, p. 144.

⁵ Ray Kurzweil chercheur au MIT et conseiller de Google annonce l'avènement d'une nouvelle humanité agrandie par fusion avec l'IA.

au nom de l'*égalité* démocratique, la civilisation occidentale le tue maintenant au nom de la *liberté* individuelle et démocratique. Il s'est en fait agi de se libérer *du Père* et de ses desseins sages et bienveillants. L'interprétation dominante de la liberté que font les démocraties occidentales, surtout européennes, se fonde sur le meurtre du père.

Un mot s'impose ici au sujet du zoologiste américain Alfred Kinsey (1894-1956), surnommé par ses disciples le « père de la sexologie ». Kinsey avait mené des études sur la sexualité humaine à partir des années 1930 à l'Université de l'Indiana. Il prétendait vouloir établir les paramètres d'une science exacte de la sexualité. Son objectif réel était de provoquer une libération sexuelle de la société et de poser les fondements d'une société permissive. Athée militant, Kinsey voulait déconstruire la moralité judéo-chrétienne qu'à la suite de Freud, il présentait comme répressive. Selon lui, « le seul acte sexuel qui ne soit pas naturel est celui que vous ne pouvez pas faire ». Son point de vue était que tous les actes sexuels, quels qu'ils soient, sont « naturels », et qu'étant naturels, ils étaient « bons » pour autant qu'ils étaient gratifiants pour l'individu. Le naturalisme pervers et radical de Kinsey a mené la culture occidentale à une sexualisation totale de l'être humain. Ses deux publications, *Le Comportement Sexuel Masculin* (1948), un best-seller, et *Le Comportement Sexuel Féminin* (1953), donnèrent le coup d'envoi de la révolution sexuelle, aux USA d'abord, puis dans le reste du monde occidental.

Dans *Eros et Civilisation* (1955), le freudo-marxiste Herbert Marcuse établit le programme de la révolution sexuelle : la révolution à travers laquelle adviendrait ce qu'il a éloquemment appelé la *société non-répressive* : une société qui célébrerait le principe de *libido* comme valeur culturelle et politique. Pour Marcuse, les perversions sexuelles sont le gage de gratifications plus grandes que la sexualité normale. L'enfant est, selon lui, répressif par les responsabilités qu'il confère aux parents. Il incarne la contradiction vivante du plaisir. La révolution sexuelle a ainsi engendré la mentalité anticonceptionnelle, et avec elle, la mort culturelle de l'enfant. En 1968, les travaux de Marcuse et d'un autre père de la révolution sexuelle, Wilhem Reich, circulent largement dans les milieux intellectuels en France. Le père, donc, a été la cible numéro un : d'abord Dieu le Père, ensuite le père humain. Ensuite est venu l'assassinat culturel et politique de la mère.

Déconstruction de la maternité

Margaret Sanger (1879-1966), fondatrice en 1952 du *Planning Familial International (IPPF)*, figure de proue du féminisme occidental et sans conteste l'une des personnalités les plus influentes au 20^e siècle, voulait, selon sa propre expression, « libérer la femme de l'esclavage de la reproduction ». Parler de Margaret Sanger, c'est déjà parler de la gouvernance mondiale, car depuis la fondation de l'IPPF, en tout cas très rapidement après sa fondation, s'est établi, à l'ombre de la guerre froide, un partenariat opérationnel entre l'IPPF et le secrétariat onusien, les différentes agences, les programmes et fonds onusiens. Et ce partenariat était idéologiquement exclusif, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de place pour d'autres points de vue, le Planning familial ayant vraiment imposé son point de vue à l'ONU à partir des années 60, véritablement depuis la révolution sexuelle. Ce qu'il faut savoir aussi, c'est que cette

révolution sexuelle est précisément contemporaine d'un partenariat entre les fers de lance de cette révolution qui s'étaient organisés en ONG, et les agences onusiennes.

Margaret Sanger a combattu toute sa vie pour la mise au point de moyens techniques pour contrôler la fertilité féminine. Elle mourut quelques années après la mise sur le marché américain, en 1960, de la pilule contraceptive inventée par le Dr Gregory Pincus⁶. La femme s'est mise à revendiquer le *droit* à l'amour *libre*, à disposer *librement* de son corps, à la contraception, puis à l'avortement et finalement, paradoxalement, à l'enfant (fertilisation in vitro, puis gestation pour autrui). Ce processus poursuit sa course, comme en atteste le rêve de l'utérus artificiel permettant à l'être humain de ne plus naître d'une femme, d'une mère. Sanger a été l'une des forces motrices de la seconde vague féministe des années 1960-70, menée par un tandem franco-américain. Cette vague est partie des Etats-Unis (*Women's Lib*) mais elle s'inspirait du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir paru en 1949 (bien avant mai 68). En France, le MLF est né en 1970.

Je voudrais de nouveau mettre en lumière cette utilisation qui a été faite par les agents de la révolution culturelle occidentale des valeurs de la démocratie : liberté, droit et égalité. Au nom de la liberté, de l'égalité et surtout des droits démocratiques, la femme s'est révoltée contre sa vocation constitutive et son être reçus de Dieu, contre son identité filiale, contre sa prédisposition à la sponsalité et à la maternité, contre sa vocation à l'amour et au don désintéressé de soi. Le féminisme radical a dialectiquement opposé, d'une part, les droits des femmes, leur liberté et égalité, et d'autre part la complémentarité des sexes, la maternité et l'identité féminine. La femme a recherché le pouvoir pour elle-même, refusé de servir et d'aimer.

Mai 68 a éclaté après la mise sur le marché de la pilule, un an après l'adoption de la loi Neuwirth (1967), alors que la génération des baby-boomers représentait un tiers de la population française. Les soixante-huitards ont absolutisé le plaisir et en ont fait un droit. Leur génération accouchera, pour ainsi dire, d'une société contraceptive et abortive et amorcera le déclin historique de la natalité européenne. En quelques années seulement, entre 68 et 75, le programme d'une minorité agitatrice est largement devenu culture. Le mouvement homosexuel est né sur cette toile de fond. L'individualisme occidental, contenu en germe dans la conception fondatrice de la citoyenneté moderne, s'est exacerbé à une vitesse foudroyante. De la fin des années 60 à la chute du mur de Berlin en 1989, de larges pans de la culture, de l'éducation, des politiques et des lois en Occident se sont rangés du côté des agents de la révolution sexuelle. Il est aisé de voir comment « l'amour libre » a abouti à la mort culturelle de l'époux qui aime, et de l'épouse qui « reçoit l'amour, pour aimer à son tour » (MD, p. 97). La révolution sexuelle a culturellement remplacé l'époux, unique, exclusif et pour la vie, par des partenaires multiples et temporaires.

Les programmes d'éducation sexuelle ont été la branche éducative de la révolution sexuelle. Ils ont joué un rôle capital dans l'avènement, extrêmement rapide, de la « société non-répressive »,

⁶ La Food and Drug Administration approuve l'usage de la pilule en 1960.

hypersexualisée, préconisée par Marcuse. L'éducation sexuelle moderne s'est d'abord institutionnalisée aux USA. En 1964, une certaine Mary Calderone⁷, médecin du Planning Familial américain, fonda le SIECUS⁸ en dépendance du fameux *Kinsey Institute*. SIECUS est rapidement devenu la force motrice de l'éducation sexuelle aux USA⁹. Son objectif était d'utiliser les études d'Alfred Kinsey comme base pour l'éducation sexuelle moderne. Kinsey enseignait par exemple que les enfants étaient portés à l'exercice de la sexualité dès le 4^{ème} mois et qu'ils y avaient droit à tout âge. Il estimait vital qu'ils exercent ce droit avant l'âge de 6 ans, avant qu'ils ne soient déterminés par les tabous culturels et religieux. L'objectif d'une certaine éducation sexuelle est dès lors devenu d'enseigner aux enfants qu'ils sont des êtres sexuels et que tous les actes sexuels sont naturels et positifs. Depuis les années 1960, deux générations entières ont été soumises aux influences d'une minorité idéologique. En France, c'est dans les années 70 que l'éducation sexuelle passa de l'éducation au mariage et à la prévention des maladies à l'émancipation sexuelle à travers l'accès à la contraception¹⁰. L'enfant a fini par être traité comme un citoyen détenteur de droits – un *enfant de la République* - au même titre que tous les autres *citoyens*. L'enfant a ainsi perdu son droit d'être enfant : fils ou fille d'un père et d'une mère.

Ainsi, ce long processus historique, dont nous venons d'identifier quelques jalons, a désertifié les sociétés occidentales des familles¹¹. Pères, mères, époux, enfants ont perdu le statut social qui leur était dû. Dans les années 1960, le vide ainsi créé a permis à des ingénieurs sociaux franco-américains d'entreprendre un projet de reconstruction anthropologique et citoyenne sur des bases entièrement laïcistes.

La révolution du *gender*

Au moment où allait éclater la révolution sexuelle, le terreau était prêt pour jeter les semences de la révolution du genre. Il y a un décalage entre ces deux révolutions, mais l'une a conduit à l'autre. Je suppose que vous connaissez l'histoire de la révolution du genre : en 1955, John Money introduit l'idée du *gender* (le *genre*) comme construction sociale. Il lance le processus qui rendra le genre totalement indépendant du sexe biologique, brisant l'unité de la personne et la divorçant pour ainsi dire d'avec elle-même. Le rôle selon le genre est selon Money ce que l'individu *dit* ou *fait* pour se révéler détenteur d'une identité féminine ou masculine. L'identité sexuelle correspondrait à un choix subjectif, fait par auto-assignation, et non à l'identité donnée par le sexe biologique. Cette idée fait son chemin. A partir des années 1970, le féminisme du genre et les *gender studies* font avancer dans la culture l'idée que les femmes sont censées acquérir liberté, égalité, droits et pouvoir par auto-identification de leur

⁷ Calderone était financée par Hugh Hefner, le fondateur de *Playboy magazine*.

⁸ *Conseil d'Information et d'Education Sexuelles des USA (Sexuality Information and Education Council of the United States)*.

⁹ Dans les années 1970, SIECUS a commencé à publier beaucoup de livres et de manuels, tels que les *Guidelines for Comprehensive Education : Kindergarten – 12th grade*, qui représentèrent une percée majeure pour « l'éducation sexuelle ».

¹⁰ Les cours d'éducation sexuelle relèvent officiellement de l'Education nationale depuis la circulaire Fontanet du 23 juillet 1973.

¹¹ La famille est devenue sujette à des interprétations diverses et contradictoires. Un malaise prévaut aujourd'hui lorsqu'il s'agit de la définir dans les documents politiques ou juridiques. En réalité, un nouveau paradigme remplace aujourd'hui celui de « la famille » : la diversité des familles – « diversité » qui est objet de « célébration » de la nouvelle culture.

rôle. Judith Butler, référence mondiale en matière de révolution du genre, auteur du bestseller *Trouble dans le Genre* (1990), affirmera que sexe et genre sont non pas des noms mais des verbes, autrement dit que l'individu devient ce qu'il ou elle choisit de dire et de faire. Être homme ou femme n'est pas quelque chose que l'on est, mais quelque chose que l'on fait. On le « fait » par le langage performatif, en singeant Dieu Créateur.

Le concept de *gender* s'est nourri de l'existentialisme athée et en particulier de l'idée sartrienne de libérer l'individu de l'*en soi* (en niant ce qui est donné, la réalité) afin qu'il puisse vivre *pour soi*. Les maîtres à penser de l'existentialisme athée voulaient faire sortir (« ex-ister ») l'individu des conditions de l'existence telles que Dieu les a établies pour que l'individu en soit libéré, qu'il puisse choisir « librement » et vivre pour soi. Pour exercer son droit de choisir, l'individu doit, selon la logique de l'existentialisme athée, s'engager dans la négation de ce qui existe en dehors de soi – de ce qui est donné par la nature et la Révélation divine. Il ne s'agit pas de nier passivement la réalité de ce qui est donné, de rester à ne rien faire, mais de s'engager activement dans cette négation. Le *gender* est une éloquente illustration d'un tel engagement dans la négation. Fluide et dépourvu d'un en soi, le genre permettrait à l'individu de vivre pour soi dans le sens sartrien.

La théorie *queer* perce dans les années 1990. Elle prétend recouvrir l'ensemble des activités et identités sexuelles possibles. David Halperin, un militant *queer* américain, a fourni cette définition du *queer* : « une identité sans essence ». C'est la définition même du nouvel homme prométhéen. Un individu qui se déclare *queer* a choisi de vagabonder en dehors de lui-même : il « voyage » en permanence d'un genre à l'autre, au gré des circonstances, du hasard des rencontres, de ses volitions... Même s'il voulait se définir, il lui serait impossible de le faire : il ne sait plus qui il est, s'étant quitté lui-même et semblant décidé à ne pas rentrer chez lui. Le processus d'auto-désignation dénote une volonté de souveraineté absolue de l'individu sur sa propre identité. Je ne reçois mon être et mon existence de personne d'autre que moi. Je refuse d'être fils. J'en suis fier. La société doit se conformer à *mes* choix. Cette philosophie sous-tend ce qui est désormais devenu le mouvement LGBT depuis les années 1990, sigle auquel on ajouta ensuite le + pour indiquer l'ouverture *inclusive* à toute la *diversité des identités* pouvant se déclarer ou être inventées. Nous en sommes maintenant arrivés à une diversité immaîtrisable de variantes, ajoutant par exemple *bispirituel*, *queer* (ou *questioning*), *intersexe*, *asexuel* (2SLGBTQIA+). Et la nouvelle culture dans laquelle nous vivons *célèbre* la diversité de ces choix...

La théorie *queer* est avant tout un projet de refondation sexuelle et sociétale. Elle s'intéresse surtout à la déconstruction de l'ordre social et vise en premier lieu à la déstabilisation identitaire et institutionnelle généralisée. Ses objectifs sont sociopolitiques. Il s'agit de semer le trouble dans les normes de l'ordre sexuel, d'introduire le soupçon quant aux « restrictions de l'hétérosexualité », de changer la culture, même s'il faut le faire à travers l'emploi de ce que Monique Wittig - une lesbienne qui, dans les années 1970, a relié le concept de *gender* aux revendications homosexuelles - a appelé des *machines de guerre*.

La révolution sociale-libertaire et la gouvernance mondiale

Passons maintenant à l'avènement de la gouvernance mondiale après la chute du mur de Berlin et à son rôle dans la mondialisation des révolutions occidentales féministe, sexuelle, culturelle et de *genre*. Tout d'abord, que faut-il entendre par *gouvernance mondiale* ? Il y a un an, je soutenais une thèse de doctorat sur ce thème en Pologne. La gouvernance mondiale n'est pas un gouvernement mondial. Elle est un régime de partenariats entre acteurs étatiques et acteurs non-étatiques gravitant autour de l'ONU. L'avènement extrêmement rapide de ce régime après la chute du mur de Berlin s'est progressivement préparé à l'ombre de la *guerre froide*. La gouvernance mondiale est opérationnelle depuis une trentaine d'années et d'une redoutable efficacité. Elle s'est assignée un « mandat » : celui d'appliquer, du niveau mondial au niveau local, une plateforme politique commune à tous ses partenaires, étatiques comme non étatiques. Cette plateforme s'exprime à travers un langage nouveau, au sens où il est absent des documents fondateurs de l'ONU. Elle se rattache à une éthique mondiale et nouvelle (différent de l'esprit de la Déclaration Universelle de 1948, ou la transgressant). Cette plateforme de la gouvernance mondiale a été élaborée à partir des années 60, par une minorité d'experts, de fondations, d'ONG jouissant d'une collaboration privilégiée avec le secrétariat onusien.

Que s'est-il passé durant la *guerre froide* ? Les puissances internationales se préoccupaient presque exclusivement de contenir la menace de guerre nucléaire, et pendant ce temps-là on a assisté à la naissance de multiples ONG dans différents domaines comme celui de l'environnement, de la population, des femmes, des droits de l'homme, etc. Ces ONG ont commencé à jouer un rôle très actif au niveau des Nations Unies, en proposant par exemple d'organiser des conférences internationales.

Les droits sexuels et reproductifs et l'ONU

Alors que les gouvernements occidentaux considéraient ces questions comme tout à fait marginales, eut lieu en mai 1968 à Téhéran la première des grandes conférences internationales de l'ONU sur les droits de l'Homme, durant laquelle l'IPPF et John Rockefeller sont parvenus à faire intégrer un article reliant les droits de l'Homme à la contraception. En fait, ils n'ont pas utilisé le terme même de *contraception*, mais parlé du « droit des parents à planifier les naissances ». Mais dans l'esprit de Rockefeller et du Planning familial cela signifiait évidemment le droit à la contraception. Puis, six ans plus tard, en 1974, il y a eu la première conférence de l'ONU sur la population qui s'est tenue à Bucarest. Le langage avait déjà changé : au lieu de parler des droits des parents, on parlait désormais du droit des couples et des individus, manifestant ainsi la victoire de l'esprit de Mai 68. On voit donc la progression de cet individualisme occidental, faisant la promotion du droit des couples et des individus à contrôler la fertilité et les naissances. Depuis la conférence de Bucarest, l'ONU n'a plus jamais référé ce droit aux parents, mais toujours aux couples et aux individus. A la conférence du Caire de 1994, on ne parlera plus des parents, qui ont disparu du langage, on parlera seulement des *droits sexuels et reproductifs* des couples et des individus.

J'ai donc découvert au cours de mes recherches, en faisant mon doctorat, que tous les grands concepts qui nous gouvernent aujourd'hui proviennent du travail de ces années-là. Concernant ces « grands concepts », je pense notamment au *développement durable*, qui est devenu le cadre général de la plateforme de l'ONU mettant en avant « *l'agenda 2030 et les objectifs de développement durable* ». Il y a 17 objectifs de développement durable. Le terme de *durabilité* a pénétré quant à lui d'abord en 1972 dans un document significatif publié par le Club de Rome, *Les limites de la croissance* : c'était la première fois que ce terme entrait dans le langage. Il ne fait pas de doute que ce document établit, dès le départ, un lien entre la durabilité et le contrôle démographique, l'accès à la contraception et même à l'avortement. C'est pourquoi ce document est si important, puisqu'il contient aussi en germe toute la nouvelle politique de partenariats ayant conduit à cette gouvernance mondiale.

Ensuite, en 1980, l'ONG environnementale la plus influente au niveau de la gouvernance mondiale, à savoir *l'Union internationale pour la conservation de la nature* - organisation parapluie créée en 1948 par Julian Huxley, fédérant des ONG comme le WWF, Greenpeace, etc. - introduisit pour la première fois l'expression *développement durable* dans un document onusien : *Stratégie mondiale pour la conservation*. Or là encore il est très clair qu'elle est liée aux idées de contrôle démographique. L'expression apparaît aussi en 1987 dans le rapport Brundtland, *Notre avenir commun*. De même, sans discontinuer, le concept de *durabilité* a été associé aux programmes de contrôle démographique.

Les grandes conférences onusiennes des années 90

En 1992, au Sommet de la Terre de la conférence de Rio, le développement durable est devenu le cadre de la coopération internationale pour le XXI^e siècle. Un partenariat opérationnel et idéologique s'était alors développé entre un très petit nombre d'acteurs non-étatiques et le secrétariat de l'ONU ; ainsi que l'intégration de différentes plateformes les unes dans les autres, afin de créer une nouvelle synthèse différant totalement du mandat originel de l'ONU. Ce furent un nouveau langage et de nouvelles priorités ; ainsi initialement, il s'agissait d'assurer prioritairement le maintien de la paix et de la sécurité, mais à partir de ce moment-là, la priorité s'est portée sur les questions démographiques, socioéconomiques et environnementales, le changement climatique, etc.

Juste après la chute du mur de Berlin, l'ONU a pris l'initiative d'organiser neuf grandes conférences internationales, entre 1990 à 1996, avec l'objectif de construire un nouveau consensus mondial pour le XXI^e siècle. En réalité, ce consensus était déjà prêt, puisque le contenu du *développement durable* avait déjà été complètement élaboré juste avant par les ONG dont je vous ai parlé. Durant ces grandes conférences, le programme politique d'une minorité d'experts de fondations est devenu l'objet d'un consensus intergouvernemental. Puis le mouvement s'est accéléré, c'est-à-dire que ces idées sont très vite descendues au niveau national, et même au niveau local, puisque le propre de la gouvernance mondiale est de ne pas passer exclusivement par les États, mais d'instaurer ce même régime de partenariats avec le monde académique, les mouvements féministes, les entreprises, chaque acteur social

devant appliquer le programme de la nouvelle plateforme mondiale jusque dans son langage. C'est très impressionnant, car il s'agit en pratique d'injonctions.

En ce qui concerne la question de la natalité, il faut évoquer deux grandes conférences particulièrement importantes : celle du Caire de 1994 sur la population, et celle de Pékin de 1995 sur les femmes. Le paradigme principal de la conférence du Caire de 1994 reposait sur la santé sexuelle et reproductive, ainsi que sur les *droits reproductifs*. L'expression elle-même venait du Planning familial international. Deux ans auparavant, celui-ci avait organisé une grande réunion en Inde, et avait adopté ce concept proposé par l'OMS alors qu'il n'était pas encore clairement défini. Et les États ont rejoint ce consensus, y compris le Saint-Siège, en interprétant certes différemment le concept de *santé reproductive*, mais en l'acceptant tout de même. Or cette *santé reproductive* propose l'accès universel à la gamme complète des contraceptifs, l'avortement dit « sans risque », l'éducation sexuelle purement technique, les préservatifs, - enfin le programme complet de la révolution sexuelle occidentale -, puis le transforme en normes mondiales. Quant au concept de *gender*, il a été adopté à la conférence de Pékin en 1995, après avoir très timidement commencé à s'intégrer dans le langage des conférences internationales au cours des années 80, en particulier à la conférence de Nairobi en 1985. A cette troisième conférence sur les femmes, le mot *gender* avait été introduit grâce au lobby de lesbiennes. À Pékin le mot *gender* domine complètement le document, tandis que le mot *mère* est pratiquement évacué. Après Pékin le *gender* s'est imposé comme priorité transversale de la coopération internationale. En effet il ne s'agissait plus d'avoir une vue sectorielle des questions féminines, mais d'introduire cette perspective du genre dans tous les domaines, que ce soit la finance, l'agriculture, etc., afin de ne laisser aucune échappatoire à ses adversaires, aucune chance de ne pas appliquer cette perspective. Ainsi la gouvernance mondiale se veut-elle normative.

L'éducation à la sexualité et les *Principes directeurs*

Deux mots sur la manière, peut-être plus grave encore, dont on applique ce programme à travers les programmes d'éducation sexuelle. En 2018, l'UNESCO a publié un document intitulé *Les Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité*. Ces principes représentent la stratégie actuelle de la gouvernance mondiale en matière d'éducation sexuelle, qui prétend être le cadre pour la communauté éducative mondiale, non seulement pour les écoles, mais pour tout groupe de jeunes au-delà de l'éducation formelle. La déconstruction des stéréotypes de genre en est la pierre angulaire, et l'on retrouve dans ces principes toute la philosophie de Kinsey.

En pratique, l'éthique de la gouvernance mondiale, qui se veut mondialement normative, s'est déjà montrée contraignante aux niveaux national et local. Elle est un facteur de poids dans l'aggravation de la situation sociale, morale, éducative de nos pays. En transformant en normes politiques et culturelles mondiales les objectifs de la révolution sociale libertaire occidentale, la gouvernance mondiale verrouille et consolide les acquis de cette révolution et les fait appliquer dans les pays non-occidentaux. Pour assurer l'efficacité de cette mondialisation, la gouvernance mondiale a développé un nouveau

paradigme : l'éducation sexuelle dite *complète* (ESC). Celle-ci se conçoit donc comme un outil pour parvenir à une libération complète des « choix » en matière de genre. Le qualificatif *complet* a été rajouté pour signifier l'inclusion, désormais prioritaire du reste, de l'éducation à la perspective du genre. *Complète* veut dire *holistique*, totalement inclusive, notamment des composantes les plus perverses et controversées, telles que l'avortement, la *prévention* par le préservatif et la contraception moderne, la masturbation, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'acceptation de la diversité des styles de vie sexuels, la déstabilisation de la famille, du mariage et de la parentalité.

L'anthropologie sous-jacente à l'ESC est triple. Les enfants et les jeunes sont des citoyens (des citoyens *absolus*), des agents de changement au service de la gouvernance mondiale, et des techniciens. *Les Principes directeurs* traitent l'enfant, non comme un fils ou une fille d'un père et d'une mère, mais comme un citoyen (un « mini-adulte ») doté de droits (y compris le droit d'avoir ses opinions propres) et de responsabilités sociales, un citoyen souscrivant à l'éthique mondiale, aux politiques et lois de son pays, contrôlant ses choix, prenant ses propres décisions. En tant que *citoyen*, l'enfant est l'égal de ses parents et éducateurs. *Les Principes directeurs* considèrent aussi les enfants comme des techniciens, des individus devant acquérir une série de compétences : pour prendre des décisions, pour communiquer, refuser, négocier, critiquer, gérer ses relations, résoudre des conflits. La prise de décision dans le domaine sexuel serait avant tout une question technique (négociations).

Un néo-colonialisme idéologique

L'anthropologie déiste de la Révolution, redisons-le, a fait divorcer le citoyen d'avec la personne. Après un long parcours, l'anthropologie laïciste en arrive aujourd'hui à déstabiliser l'identité même de l'homme et de la femme. Le rejet du Père, racine de ce mal, a eu pour conséquence de considérer l'*homo democraticus* comme une construction et non comme un engendré. La déconstruction postmoderne, dont la perspective du genre est l'illustration la plus frappante, est l'aboutissement logique de ce long processus remontant sans doute au-delà du XVIII^e siècle. Son horizon actuel, le transhumanisme ou le post-humanisme, est bien, comme ces termes l'indiquent, la fin de l'homme.

Le modèle occidental s'est mondialisé à une vitesse foudroyante après la chute du mur de Berlin. A travers les mécanismes de la gouvernance mondiale, la société non-répressive et prométhéenne est en cours de mondialisation depuis plus d'une génération. Une néo-colonisation idéologique mondiale, menaçant l'humanité à des profondeurs jusqu'ici inégalées, semble avoir pris le pas sur la mission évangélicatrice de la civilisation chrétienne.

Elle affecte particulièrement l'Afrique ; je suis d'ailleurs très attristée de constater l'importante transformation des mentalités des jeunes des grandes villes depuis une vingtaine d'années. Je leur dis toujours qu'il a fallu à l'Occident une génération - la génération de Mai 68 - pour perdre une civilisation, et que l'Afrique est désormais elle-même arrivée à ce point critique de basculement, elle qui s'est jusqu'à présent montrée le continent le plus résistant par rapport aux Diktats de la gouvernance mondiale. Mais hélas la jeunesse africaine, toujours tournée vers l'Occident, est en train de changer et d'adopter des

modes de vie et des styles de vie sexuelle occidentaux. Nous constatons donc un double phénomène, horizontal (la propagation mondiale des effets de la révolution sexuelle occidentale), et vertical, à savoir un approfondissement abyssal des défis anthropologiques, inimaginables il y a encore quelques années : de la contraception à l'avortement, à l'homosexualité, au phénomène trans, au post- ou transhumanisme...

Conclusion

Cela dit, je pense aussi que ce temps de très grands combats est aussi un temps d'opportunités pour les chrétiens. D'ailleurs, en remontant jusqu'au XVIII^e siècle, j'ai voulu montrer que cette crise est un *kairos* et que son origine vient du processus de divorce entre le citoyen et la personne faite pour l'amour reçu du père et de la mère. Il me semble que cette analyse éclaire la façon dont nous pouvons réfléchir à la promotion d'un nouveau modèle de citoyenneté qui corrigerait ce problème, et réintroduise l'amour dans la cité. D'ailleurs les derniers papes depuis le Concile ont, je crois, tous insisté sur l'importance de réintroduire l'amour dans la vie publique. La tâche qui nous incombe est de réconcilier le citoyen et la personne faite par et pour l'amour après des siècles de rébellion. De réconcilier fraternité et filialité, fraternité et paternité, fraternité et maternité. Ce n'est pas impossible.

En effet, inconsciemment et souvent en le niant, la démocratie moderne a hérité de nombreuses valeurs évangéliques et chrétiennes. La doctrine sociale de l'Eglise, à la différence de l'éthique laïque qui attribue la liberté, l'égalité et les droits à *l'individu*, rattache ces valeurs à la *personne*. Jean-Paul II en particulier, conscient de la dérive des droits dérivant de l'individualisme occidental, a insisté sur l'attribution des droits à *la personne*. Lorsque la personne est au centre de la société, il n'y a pas d'opposition entre liberté, égalité et droits d'une part et famille, religion et cohésion sociale d'autre part. Ce ne sont pas les valeurs démocratiques qui ont été responsables de la dérive de notre civilisation, mais l'interprétation rebelle qu'on en a fait. Ces valeurs ont été abusées par le refus de *l'homo democraticus* d'être un engendré, d'être fils : rien de très original à vrai dire, depuis la chute du jardin d'Eden.

ECHANGES DE VUES

Marie-Joëlle Guillaume. Merci ; il était important que vous nous montriez la généalogie de la révolution sociale-libertaire à partir du déisme. Votre insistance sur le refus de la paternité, tout ce qui s'est passé sur le *cadavre du père*, sur notre absence de filiation etc., tout cela est très important, parce que c'est effectivement ce qui a nourri la dérive occidentale et nourrit la dérive mondiale. J'ai été frappée sur votre mise en évidence du fait que cette gouvernance mondiale n'est pas un gouvernement mondial passant par les États mais davantage par les ONG, et que ce type de gouvernance s'étend maintenant à l'ensemble des continents.

Bernard Vivier

Vous avez montré comment cette révolution sociale libertaire - née aux États-Unis et en Europe, et est devenue aujourd'hui mondiale. Vous avez indiqué combien l'Afrique est en train de s'ouvrir ou de se dégrader - même si ce n'est pas le mot que vous avez utilisé - en s'ouvrant à cette révolution sociale libertaire occidentale. Mais qu'en est-il de l'ensemble de la planète ? Il est des régions du monde, pour ne pas dire des continents du monde (la Chine, l'Inde), il est aussi des pays de culture musulmane qui doivent très certainement appréhender différemment cette révolution sociale libertaire. Où en sont ces régions du monde par rapport à ce mouvement ?

Marguerite Peeters

Depuis les années 2000, j'ai eu une série d'étudiants chinois venant de Chine continentale, et certains d'entre eux ont fait leur thèse avec moi, ce qui m'a ouverte à une certaine connaissance de l'état de la société chinoise, qui est en réalité très délabrée. En effet il y a une crise terrible de la famille en Chine, quantité de divorces, un taux élevé de suicides même des personnes âgées, abandonnées à la fois par l'Etat et par leurs propres enfants, et on connaît bien les politiques chinoises concernant l'avortement. La Chine est désormais passée à l'application de la conférence du Caire, visant notamment à octroyer un accès universel à la contraception. L'ONU publie un rapport sur la démographie mondiale tous les deux ans. Il montre hélas le niveau extrêmement élevé de pratique contraceptive en Asie, dépassant même le niveau occidental. Alors, qui résiste aux programmes de la gouvernance mondiale ? En effet c'est l'islam, mais aussi la Russie, qui a été aux côtés du Saint-Siège dans les grands débats à l'ONU sur l'avortement, l'homosexualité, les droits des LGBT, etc. Quand on va à Beyrouth, on constate une réelle différence entre la partie chrétienne et la partie musulmane : du côté chrétien, de gigantesques publicités à l'occidentale ; du côté musulman, on a l'impression d'une société plus traditionnelle ou conservatrice, sans que l'on puisse dire néanmoins que la société musulmane soit totalement imperméable à ces idéologies.

Les agents de la gouvernance mondiale sont en effet déterminés à pénétrer dans toutes les cultures. Ils travaillent avec des anthropologues et des personnes qui étudient les différentes cultures afin d'analyser les points d'entrée possibles, les points faibles de chaque culture et essayer de convaincre du bien-fondé de leur cause. D'ailleurs, en 2004, les promoteurs mondiaux de la santé reproductive ont changé de stratégie par rapport aux cultures et aux religions. A la conférence du Caire de 1994, ils s'étaient très ouvertement confrontés au Saint-Siège et aux musulmans. Jean-Paul II a publiquement exprimé son mécontentement, sa colère même, quelques mois avant la conférence, et les musulmans s'étaient dès lors ralliés à l'Eglise pour combattre le programme du Caire et en outre la volonté d'instaurer un droit universel à l'avortement. Le Saint-Siège a vraiment joué un rôle de leadership, grâce notamment à Jean-Paul II qui avait été informé, notamment par Madame Vollmer, de ce qui se préparait.

Dix ans plus tard, en 2004, l'ONU a changé de stratégie à l'égard des religions. Un slogan circulait alors : « d'ennemis à partenaires ». Or ce mot de *partenaire* contient une charge à laquelle nous devons vraiment prêter attention. En effet, *partenaire* signifie qu'on entre dans le cadre normatif de la gouvernance mondiale, qu'on est d'accord pour appliquer un programme commun. Dans leur partenariat avec les religions, les agents de la santé reproductive flattent les communautés religieuses, en magnifiant par exemple leur rôle dans le soin des malades du sida, tandis qu'ils se présentent à elles comme des spécialistes des techniques de prévention, de l'éducation sexuelle etc. D'ailleurs, beaucoup d'évêques africains m'ont témoigné du fait que des agents du FNUAP - le Fonds des Nations Unies pour les Activités de la Population - sont venus frapper à leur porte pour leur demander de collaborer avec eux.

Pour ce qui est de l'Amérique latine où je ne suis allée qu'une seule fois, j'ai été effarée de constater à quel point les populations obéissaient sans questionnements aux normes mondiales... Nulle part ailleurs n'ai-je constaté une telle dominance sociale, éducative, politique, du langage de la gouvernance mondiale. Il est vrai que la résistance vient davantage de l'islam, mais au niveau politique la Russie a joué un rôle notable depuis un certain nombre d'années. En tout cas ce n'est pas de l'Union européenne, ni du gouvernement américain, dans l'état actuel des choses, que l'on peut attendre une résistance.

Marie-Joëlle Guillaume

La puissance du lobby LGBT au sein du Parlement européen, par exemple, est impressionnante. L'Union européenne serait plutôt un relais de ce genre de propagande.

Joël Templier

Je m'étonne que cette révolution libertaire et sociale provienne aujourd'hui surtout des pays anglo-saxons, des États-Unis, de l'Angleterre, voire des pays du Nord qui sont des pays de tradition démocratique, de liberté, de réussite intellectuelle. Je pense par exemple à la position récente des grandes universités américaines où l'on rêve que nos enfants soient un jour admis ; elles ont l'air d'être moteurs dans ce mouvement qui nous heurte en tant que chrétiens latins. Comment expliquer que ce mouvement semble provenir aujourd'hui avant tout de ces milieux-là ?

Marguerite Peeters

Mon analyse est que cette révolution a un moteur essentiellement franco-américain et qu'en réalité beaucoup de ces idées sont venues de France avant de parvenir aux États-Unis ; ensuite il y a eu un *va-et-vient* entre les deux. Mais par exemple Simone de Beauvoir est une pionnière et ce sont ses idées qui sont appliquées aujourd'hui, les idées mettant souvent très longtemps à être appliquées (Marx a écrit le *Manifeste* en 1848 et la révolution bolchevique a eu lieu en 1917, soit 70 ans plus tard). Les révolutions mettent donc du temps à advenir mais tout vient toujours des idées, or dans le cas que nous étudions on

ne peut pas nier l'importance du rôle de la France dans l'élaboration de ces idées. Certes on doit aussi signaler le rôle de l'école de Francfort, donc des Allemands, avec Herbert Marcuse et Willem Reich qui sont partis aux États-Unis, avant que leurs idées ne reviennent ici. Pour répondre à votre question, il est vrai aussi qu'il y a un dynamisme d'origine protestante aux États-Unis, un dynamisme vraiment remarquable et même assez séduisant, entraînant, lié à l'exaltation de la liberté, sacro-sainte aux États-Unis, quand la France se bat davantage pour l'égalité. Or je pense que ce sont les deux valeurs démocratiques principales. Ainsi les deux pays ayant été les plus influents sont la France et les États-Unis, même si actuellement c'est aux USA et au Canada que le mouvement homosexuel a pris une ampleur énorme.

Jean-Luc Bour

Ma question porte sur l'objectif final de ces groupes ; vous avez dit que ces groupes n'avaient pas d'objectifs politiques au sens classique ; vous avez en revanche rappelé que Karl Marx parlait à l'inverse d'une libération pour les pauvres et pour ceux qui sont soumis d'un point de vue économique.

Ma question vise à comprendre les raisons de ce mouvement : vous avez indiqué que son origine tient à la reconnaissance de l'individualisme et la défense de la liberté, ce qui peut expliquer l'importance des intellectuels Américains, et plus généralement du monde anglo-saxon. Vous avez indiqué que le monde des intellectuels français se rattachait à la notion d'égalité, par exemple sur la question du traitement égalitaire de l'homme et de la femme, alors que cette dernière paraissait effectivement beaucoup plus esclave de son corps en matière de reproduction que ne l'était l'homme. Mais une fois que ce mouvement avait démarré, qu'est-ce qui les a poussés à contourner volontairement les États, en entrant comme vous l'avez dit dans les universités, dans les entreprises, dans différents groupes pour insuffler cette idéologie ? Pourquoi font-ils cela, au juste ? Vous avez parlé tout à l'heure de durabilité ; est-ce qu'ils étaient tellement en avance qu'ils anticipaient des problèmes d'équilibre planétaire et prévoyaient grâce à ce contrôle du droit de la reproduction, une réduction de la population qui permette de sauver la planète ? Ou bien est-ce qu'ils étaient mus uniquement par la défense de la jouissance portée par Mai 68 ?

Une suite de ma question est de savoir comment tout ce mouvement entraîne aujourd'hui au sein des universités l'interdiction de penser autrement, et donc une certaine dictature qui semble contredire l'esprit libéral de ce mouvement initial. Avec le rejet prévisible de cette « dictature » pensez-vous que l'on est à l'apogée de ce mouvement et qu'il va retomber, justement parce qu'il ne sait plus où aller et qu'il se raidit sans plus pouvoir répondre aux demandes ?

Marguerite Peeters

Je crois personnellement qu'on ne peut pas comprendre ces évolutions sans un éclairage chrétien sur le mystère du mal et le mystère du combat. Votre question est complexe, parce qu'il faudrait prendre

chaque cas individuel pour y répondre. Par exemple, quels étaient les objectifs de Margaret Sanger - qui a évolué, d'ailleurs ? Je pense profondément que le moteur est lié à ce mystère du mal, car les objectifs n'étaient pas des objectifs positifs et les protagonistes de ce mouvement étaient mus par un esprit de rébellion.

Nicolas Aumonier

Permettez-moi d'intervenir sur ce point précis. Margaret Higgins est née dans une famille ouvrière catholique d'origine irlandaise, sixième enfant d'une fratrie de onze enfants. Elle pense que les dix-huit grossesses de sa mère ont nui à sa santé. Elle fait des études d'infirmière, épouse en 1902 l'architecte William Sanger. Ils s'installent en 1910 à Manhattan dans Greenwich Village. Infirmière dans le *Lover East Side* habité par des immigrants pauvres, Margaret Sanger (1879-1966) s'occupe de femmes qui connaissent grossesses à répétition, fausses couches et avortements clandestins, faute d'information, interdite par la loi Comstock de 1873. En 1914, elle lance un mensuel féministe, *La Femme rebelle*, qui promeut la contraception, affirme que le corps de la femme n'appartient qu'à elle seule, et invente le terme de *birth control*. Après quelques ennuis avec les autorités, elle crée en 1921 l'*American Birth Control League*, qui devient en 1942 la *Planned Parenthood Federation of America*, à l'origine des mouvements de planning familial dans le monde. Tout en affirmant comme eux que le monde est déjà surpeuplé, elle est beaucoup plus radicale que les eugénistes, qui oeuvrent à la suite de Galton pour améliorer la race humaine - notamment par la stérilisation des handicapés, des fous et des syphilitiques. Pour elle, les mesures des eugénistes sont trop superficielles et n'atteignent pas les grandes masses dont les nombreux enfants ne font qu'ajouter la pauvreté à la pauvreté. Pour lutter efficacement contre cette immense pauvreté, il faut, selon elle, que le contrôle des naissances soit la base de l'eugénisme et mette à la disposition des femmes les informations et les méthodes contraceptives¹². Le militantisme de Margaret Sanger est puissamment aidé par son remariage en 1922 avec l'homme d'affaires militant James Noah Henry Slee (1861-1943), président de *3-in-1 Oil Co* (Huile 3 en 1). La Fondation Brush de son amie Dorothy Brush (héritière de General Electric) finance l'organisation de l'*International Planned Parenthood Federation*. Son amie Katharine McCormick, héritière de International Harvester, finance les recherches de Gregory Pincus à partir de 1953, aux côtés de la Fondation Macy et de la Fondation Ford. Ce rappel historique semble montrer, pour répondre à la question de Jean-Luc, la convergence, dès l'origine, entre la lutte contre la misère de masse et la lutte contre ce qui est appelé *surpopulation*.

Marie-Joëlle Guillaume

¹² Margaret Sanger (1919), « Birth control and racial betterment » (« Contrôle des naissances et amélioration de la race »), *Birth Control Review*, février 1919, tr. fr. A. Durand-Vallot, in Angeline Durand-Vallot (ed.) (2012), *Margaret Sanger et la croisade pour le contrôle des naissances*, Lyon, ENS Editions, 2012, p. 104-107, §3, <https://books.openedition.org/enseditions/7661>

Quand vous parlez du mystère du mal, je pense qu'en tant que chrétien on peut voir effectivement les choses sous cet angle. Mais un non chrétien peut constater de son côté qu'il y a, dans toute l'évolution dont vous nous avez parlé, la volonté de construire un homme nouveau, ce qui pour le coup correspond à l'éternelle tentation « vous serez comme des dieux ». On le voit à travers cette espèce de rouleau compresseur que vous avez mis en évidence quant à l'évolution des idées, les concepts nouveaux, la déconstruction, l'être humain asexué etc. Il s'agit bien de la volonté, après avoir déconstruit, de reconstruire quelque chose qui ne soit pas l'humanité, me semble-t-il. Je constate que la gouvernance mondiale veut nous imposer le fait qu'il n'y ait plus d'hommes, plus de femmes, mais des êtres asexués. Je lisais récemment des articles traitant d'une accélération des programmes de santé reproductive à l'échelle mondiale, c'est une réalité qu'on veut imposer au monde, dans le but manifeste - je répondrai un peu à la question de Jean-Luc - de faire une nouvelle humanité.

Jean-Didier Lecaillon

Vous avez évoqué beaucoup de questions dont nous avons certes déjà entendu parler mais vous les avez reliées, et vous avez donné un fil directeur très utile. Je voudrais revenir sur votre intervention pour essayer de mieux comprendre. En effet, que des philosophes, des sociologues - pourquoi pas des ONG - s'interrogent et inventent des nouveaux concepts, cela se comprend, mais la question reste entière de savoir comment tout cela peut toucher, convaincre le monde en général, les responsables politiques en particulier. Il n'y a pas que des idéologues en politique, même s'il y en a beaucoup ; il y a aussi des gens rationnels qui font de la politique, et également dans le monde économique, dans le monde de l'entrepreneuriat, le monde de l'entreprise, etc. Or ce qui me surprend beaucoup par rapport à tout ce que vous avez dit, - on pourrait dire la même chose à propos de la crise climatique, il y a des mots d'ordre, des affirmations qui devraient être nuancées mais qui sont imposés comme une doxa -, c'est que tout cela est soi-disant fait au nom de la science, alors que justement les scientifiques doutent, confrontent leurs arguments, débattent. C'est le propre de la science que de questionner. Aujourd'hui, on ne s'est jamais autant référé à la science tout en récusant l'attitude scientifique ; on refuse toute rationalité comme j'ai eu l'occasion de le montrer à propos des questions démographiques.

Toutes les affirmations avancées par les tenants de la déconstruction que vous avez mentionnées pour illustrer fort à propos votre démonstration, celles en particulier qui concernent la reproduction, la croissance démographique, etc., sont pourtant démenties par de nombreux experts, et malgré cela, les responsables politiques se soumettent (et nous soumettent) à cette nouvelle vision et surtout, les entreprises financent. Certes, vous dites qu'il s'agit d'un petit nombre de personnes, mais ce petit nombre trouve des financements ! Je ne peux pas croire qu'on puisse avoir cet impact mondial avec si peu d'arguments sans campagnes de communication savamment orchestrées (et financées...). J'aimerais comprendre comment il peut y avoir un tel aveuglement autant dans le monde politique qu'économique. La situation me semble d'autant plus grave qu'elle échappe désormais à toute raison.

Marguerite Peeters

Je suis tout à fait d'accord avec vous, et je crois que l'heure est peut-être venue justement pour la foi de prendre d'une certaine façon la défense de la raison. Je pense en effet que le fait qu'on ait quitté la raison - je rejoins tout à fait ce que vous dites - est aussi une conséquence de la perte de la foi ; je crois que les deux vont ensemble et qu'en réalité on ne cherche plus la vérité ; on vit dans la post-vérité. Mais ce ralliement des entreprises et des gouvernements a quand même une explication historique, ce dont justement je traite dans ma thèse de doctorat, qui retrace et analyse l'histoire de ce régime de partenariats. N'oubliez pas qu'en 1989, on a proclamé la « fin des idéologies » et la « fin de l'histoire ». On a déduit de la fin des idéologies que l'on se trouvait désormais dans un « état de consensus ». Les problèmes de l'humanité et de la planète n'étant plus d'ordre idéologique mais purement technique ou pragmatique, ce dont on avait besoin pour les résoudre, c'était de techniciens, d'experts, non plus de débat démocratique. Or ces experts, souvent auto-proclamés, avaient élaboré une plateforme pour l'humanité durant la *guerre froide*. Ils occupaient des positions stratégiques lorsque le mur de Berlin est tombé. Les gouvernements se sont purement et simplement ralliés au langage, aux paradigmes forgés par ces experts en rejoignant le « consensus » des conférences post-guerre froide.

Jean-Didier Lecaillon

Quant au monde économique qui apporte de fait son soutien, j'ai l'impression qu'il finance sa propre mort. Je ne comprends pas ce côté suicidaire. Avez-vous un commencement d'explication à cette séduction généralisée ?

Marguerite Peeters

En fait, oui. Ce régime de partenariats de l'ONU avec les entreprises a une histoire : en 1999 Kofi Annan, alors secrétaire général de l'ONU, est allé à Davos, et y a lancé son Pacte mondial avec les entreprises. Ainsi, ce régime de partenariats provient tout d'abord du partenariat entre le secrétariat onusien et certaines ONG, il s'est ensuite étendu à d'autres ONG, et puis lors de ces grandes conférences, aux États : des gouvernements souverains sont eux-mêmes devenus partenaires de la gouvernance mondiale en rejoignant ce consensus. La machine n'a dès lors jamais cessé d'avancer dans ce sens.

Davos est l'exemple même de ce régime de partenariats : en 1999 a été forgé le partenariat entre les entreprises et l'ONU, et à partir de ce moment-là les entreprises ont commencé à produire leurs rapports annuels sur le développement durable, qui intégraient notamment la perspective du genre. Tout cela n'est qu'un effet de mode d'une certaine façon, et les entreprises sont tout simplement « entrées dans la danse » pour soigner leur image. Il restait cependant un dernier bastion à faire tomber, c'était celui de l'Église catholique ; or comme je vous l'ai dit, en 2004, l'ONU a décidé d'élargir ses partenariats aux cultures et aux religions. L'Église catholique ne semble pas avoir toujours vu le piège. Le document

Laudate Deum (publié le 4 octobre 2023) propose un nouveau multilatéralisme qui consisterait précisément en un partenariat accru avec les ONG, comme si ce partenariat n'existait pas déjà, n'était pas déjà opérationnel et ne contribuait pas déjà, avec une efficacité redoutable, à répandre mondialement les programmes idéologiques que l'Eglise combat.

Il est vrai qu'on ne sait pas comment va évoluer cette gouvernance mondiale, parce que la situation géopolitique est extrêmement complexe, mais on ne peut pas exclure la possibilité d'un durcissement : on l'a vu lors de la crise du Covid, on le voit aujourd'hui avec l'OMS, qui a lancé un processus devant aboutir à l'adoption d'une convention ou d'un autre instrument international pour renforcer la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies. En réalité n'importe quelle prochaine crise pourrait être utilisée par la gouvernance pour renforcer son assise.

Marie-Joëlle Guillaume

Un mot d'espoir, tout de même ?

Marguerite Peeters

Le mot d'espoir, vous allez considérer qu'il est trop spirituel, mais je pense que c'est l'heure de Dieu. A vue humaine la crise est tellement profonde que nous ne pouvons faire autre chose que de repartir de la base, de la personne humaine, petitement, en répandant amour et vérité dans nos rapports interpersonnels. Même si l'expression *civilisation de l'amour* a été galvaudée, je suis convaincue qu'elle est ce vers quoi nous tendons. Cette civilisation nouvelle implique que nous travaillions à réconcilier le citoyen et la personne. L'idée de réconciliation entre personne, droits, démocratie et chrétienté était déjà celle que Jacques Maritain a développée durant la seconde guerre mondiale, lors de son séjour aux Etats-Unis.

Monseigneur Brizard

Le Cardinal Lustiger disait : "Quand la raison s'absolutise, elle devient folle." Il y a donc un double combat à mener : d'une part le combat de la critique rationnelle, c'est la grandeur de notre esprit et d'autre part, il faut se servir de notre raison pour affirmer et étayer nos positions. Ainsi, récemment, je réfléchissais avec un groupe d'enseignants qui m'ont étonné car ils entraient dans la politique que vous avez décrite sans discuter : relativement à l'éducation sexuelle des adolescents, ils ne voyaient plus de raison d'enseigner l'anthropologie chrétienne (qui sous-tend les perspectives de cette éducation).